

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1982/NGO/3
20 août 1982

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sous-Commission de la lutte contre les
mesures discriminatoires et de la
protection des minorités
Trente-cinquième session
Point 6 de l'ordre du jour

LES CONSEQUENCES NEFASTES, POUR LA JOUISSANCE DES DROITS DE L'HOMME,
DE L'ASSISTANCE POLITIQUE, MILITAIRE, ECONOMIQUE ET AUTRE ACCORDEE
AUX REGIMES COLONIALISTES ET RACISTES D'AFRIQUE AUSTRALE

Déclaration écrite soumise par le Groupement pour les droits des
minorités et par le Procedural Aspects of International Law
Institute, organisations non gouvernementales dotées du statut
consultatif, Registre

Il y a lieu de féliciter M. Khalifa du remarquable travail de compilation qu'il a fait concernant les activités des banques et sociétés qui ont appuyé le régime d'apartheid. Moyennant des mises à jour périodiques, son rapport restera certainement une source d'information utile concernant l'assistance étrangère audit régime. Le Rapporteur spécial a décidé de façon très judicieuse que "seules les sociétés, banques et institutions dont les agissements avaient de sérieuses répercussions sur la jouissance des droits de l'homme devraient figurer dans la liste"¹. La directive donnée par la Sous-Commission que "la liste soit fondée ... sur des commencements de preuve"² prouve un souci louable d'établir un rapport digne de foi sur une question de nature à susciter des réactions émotionnelles et des controverses.

L'objet des présentes observations est non de critiquer le rapport ou la façon dont le Rapporteur spécial l'a présenté, mais de suggérer comment faire en sorte qu'il ait davantage d'impact. Ce document sera d'une valeur inestimable pour les opposants au régime d'apartheid. Les observations qui suivent se rapportent plus spécialement au rapport de M. Khalifa distribué en juillet 1981 sous la cote E/CN.4/Sub.2/469 et Corr.1 et Add.1, qui nous a été distribué à la session de 1981 de la Sous-Commission. Ce rapport mérite plus d'attention que nous ne sommes souvent en mesure d'en accorder aux documents dans le court intervalle entre leur réception et le début de la session. C'est pourquoi dans l'intervalle entre les sessions de 1981 et de 1982 de la Sous-Commission, nous avons examiné soigneusement la version 1981 du rapport de M. Khalifa, afin de pouvoir indiquer comment nous pensons qu'il devrait être possible à certains égards d'accroître l'efficacité du travail remarquable accompli par le Rapporteur spécial. Une rapide lecture de son rapport pour 1982 publié sous la cote E/CN.4/Sub.2/1982/10 montre que les suggestions ci-après pourraient être prises en considération.

Le rapport mis à jour E/CN.4/Sub.2/469 énumère 467 banques et sociétés apportant une assistance à l'Afrique du Sud et à la Namibie. Cette liste est fondée sur des renseignements rassemblés depuis la publication du rapport précédent de M. Khalifa. Si ce supplément d'informations était incorporé à un rapport mis à jour et complet au lieu d'être publié séparément, on obtiendrait de manière générale un outil de référence plus pratique. D'autre part, quiconque n'aura connaissance que des mises à jour et pas de l'original disposera de renseignements incomplets, et les mesures qui pourraient être prises en fonction de ces renseignements seront limitées.

Le Rapporteur spécial souligne au paragraphe 14 de son rapport mis à jour que "le volume des échanges commerciaux réalisés avec les régimes racistes et colonialistes d'Afrique australe où l'impact de ces échanges ne dépendait pas de la nature de l'entreprise ou de celle de ses produits". Toutes les fois où c'est possible, les renseignements concernant les banques et les sociétés considérées devraient être assortis de données quantitatives, et cela pour plusieurs raisons. Premièrement, le rapport serait de ce fait plus utile de manière générale, à quelque fin qu'on l'utilise. Le fait que l'en-cours des prêts d'une banque donnée à une date donnée aurait été publié permettrait ultérieurement d'évaluer rapidement l'évolution des rapports de cette banque avec le régime d'apartheid, lors de la publication de nouveaux renseignements. Un établissement bancaire ne pourrait guère affirmer se dégager à mesure que les circonstances le lui permettent s'il était en réalité en train de négocier de nouveaux apports d'aide. La publication de données quantitatives permettrait en outre de disposer d'une base plus concrète dans les discussions entre la banque, la société ou le gouvernement et toute autre partie considérée.

En second lieu, la publication de données quantitatives avait un effet psychologique. Si de voir leur nom sur la liste amène les intéressés à réagir, comme M. Khalifa le laisse entendre au paragraphe 13 de son rapport mis à jour, le fait de voir des indications chiffrées à côté de leur nom devrait les amener à réagir encore davantage. Une communication émanant d'une banque, d'une société ou d'un gouvernement affirmant que les renseignements donnés sont incorrects manquerait de crédibilité si elle n'était accompagnée d'une indication des chiffres exacts.

Des données quantitatives seraient également utiles parce qu'elles permettraient le cas échéant d'établir une corrélation entre l'ensemble des activités d'une société et la part de ces activités qu'elle mène en Afrique du Sud. En soi, cette corrélation pourrait sembler n'avoir que peu de valeur. Mais mise en parallèle avec les statistiques fournies par des groupements de syndicats tels que la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), elle pourrait faire ressortir certaines corrélations. Par exemple, la CISL affirme dans un rapport de septembre 1981 qu'un grand nombre d'employeurs mettent à profit la législation promulguée par le régime d'apartheid lors de conflits du travail. "British Leyland a mis à la porte environ 2 000 travailleurs parce qu'ils voulaient que leur syndicat soit reconnu et souhaitent entamer des négociations avec la direction. La semaine suivante, une annonce a paru dans la presse britannique pour le recrutement de travailleurs blancs qui remplaceraient les Noirs mis à pied".³ Ces faits se sont produits pendant le premier semestre de 1981, période pendant laquelle on a aussi enregistré un chiffre record d'immigrants blancs.⁴

Dans son rapport mis à jour, le Rapporteur spécial affirme ce qui suit :

"Toute assistance à l'Afrique du Sud, quels qu'en soient la forme et le volume, aurait inévitablement pour effet de renforcer le monstrueux régime d'apartheid, donc de lui permettre d'annihiler toute résistance à sa politique et d'exercer une répression accrue à l'encontre des mouvements de libération de la majorité opprimée tout en renforçant son économie et, par voie de conséquence, son potentiel militaire et nucléaire."⁵

Etant donné la décision du Rapporteur spécial de ne faire figurer sur sa liste que "les sociétés, banques et institutions dont les agissements avaient de sérieuses répercussions sur la jouissance des droits de l'homme", la question se pose de savoir si le Rapporteur spécial estime qu'une banque ou une société peut avoir des activités en Afrique du Sud sans qu'il en résulte de sérieuses répercussions dans le domaine considéré. Pour pouvoir fixer une ligne de démarcation, il faut disposer de données quantitatives permettant de déterminer où la placer. S'il n'a pas été possible d'obtenir de renseignements précis, il conviendrait le cas échéant de l'indiquer.

ASSISTANCE AU REGIME D'APARTHEID AYANT DES CONSEQUENCES PARTICULIEREMENT GRAVES

Comme le souligne le Rapporteur spécial, toute assistance apportée au régime d'apartheid a de graves conséquences, mais certains types d'assistance sont particulièrement condamnables et devraient être suivis avec une attention particulière. Compte tenu de ce point, le Rapporteur spécial a prévu dans son rapport une catégorie particulière pour les banques et sociétés fournissant une assistance dans le domaine militaire. C'est une section du rapport qui doit être maintenue et développée.

Trois domaines particuliers semblent devoir retenir plus spécialement l'attention en raison des conséquences directes que l'aide dont ils bénéficient peut avoir sur la capacité du Gouvernement sud-africain de briser la résistance et de menacer et d'opprimer la majorité : ce sont le secteur pétrolier, le secteur de l'énergie nucléaire et le secteur militaire. La corrélation existant entre ces trois secteurs est évidente étant donné que les disponibilités d'un pays en pétrole et en énergie nucléaire ont normalement des conséquences directes sur le renforcement de ses capacités militaires.

Pétrole

Il est bien sûr impossible de constituer ou de maintenir une force militaire sans un approvisionnement suffisant en pétrole. L'Afrique du Sud doit importer 90 % de son pétrole⁶ et les sociétés étrangères sont prêtes à le lui fournir. L'Assemblée générale a demandé au Conseil de sécurité d'imposer un embargo pétrolier;⁷ mais même si le Conseil l'a fait, les sociétés étrangères sont passées maîtresses dans l'art de cacher leur participation et leurs investissements. Mêmes les statistiques officielles du Département du commerce des Etats-Unis n'indiquent pas le montant investi par les différentes sociétés pétrolières.⁸

Compte tenu des répercussions que pourrait avoir un embargo pétrolier, le Gouvernement sud-africain, commence aussi à prendre certaines dispositions. Non seulement il développe la capacité nucléaire du pays, mais encore des sociétés étrangères l'ont aidé à mettre au point et à construire des installations de gazéification du charbon. La première de ces installations a été construite avec l'aide de transnationales des Etats-Unis et d'Allemagne occidentale.⁹ La deuxième, qui devrait commencer à produire prochainement, mais à une date encore non connue, est construite par la société Fluor, Inc., qui a son siège aux Etats-Unis, avec l'aide des sociétés suivantes :¹⁰

Allemagne occidentale : Société Lurgi de Francfort

Deutsche Babcock

Etats-Unis : Control Data¹¹

Honeywell

Raytheon

En outre, de nombreuses sociétés étrangères ont pris des participations au capital des sociétés sud-africaines collaborant à ce projet.

Energie nucléaire

Etant donné le grand nombre des sociétés participant au projet de gazéification du charbon (SASOL II) qui ont déjà acquis de l'expérience dans le domaine nucléaire, le grand secret entoure ce projet et le fait que les coûts d'exécution ont dépassé les estimations correspondant à un programme de gazéification du charbon, certains prétendent que SASOL II est en fait une usine d'enrichissement de l'uranium capable de produire du combustible pouvant servir à des fins militaires.¹²

Même sans cette possibilité, le Gouvernement sud-africain dispose de ressources nucléaires importantes. Des sociétés ayant leur siège en Allemagne occidentale, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en France ont toutes participé à l'envoi et à la construction de matériel destiné à doter l'Afrique du Sud d'une capacité nucléaire.¹³ Les journalistes ont signalé qu'un essai nucléaire avait eu lieu près de l'Afrique du Sud le 22 septembre 1980. Certains ont affirmé que l'engin nucléaire avait été lancé par une pièce d'artillerie américaine montée sur un navire sud-africain.¹⁴ Les Etats-Unis à eux seuls ont formé 83 Sud-Africains dans différents domaines de la technique nucléaire depuis les années 50.¹⁵ Cette formation a été poursuivie malgré le refus du Gouvernement sud-africain de signer le traité de non-prolifération nucléaire.

Assistance militaire

Outre la part prise par les sociétés étrangères au renforcement des capacités militaires de l'Afrique du Sud en lui apportant des techniques nucléaires et en lui assurant l'accès à un approvisionnement en pétrole abondant, il est possible aussi de montrer leur participation à la fourniture d'autre type d'assistance militaire. Ces sociétés savent très bien que ce type d'activité n'est pas bien vu, et c'est pourquoi certaines d'entre elles cherchent à dissimuler leur participation. Elles le font aussi pour échapper aux restrictions imposées par le gouvernement de leur propre pays. Par exemple, malgré l'embargo sur les armes imposé volontairement par l'Allemagne depuis 1963 (suivi par l'embargo décidé par l'ONU en 1977), la Société allemande Rheinmetall AG a été autorisée à vendre au Gouvernement paraguayen une usine pour le remplissage des munitions. Le Paraguay n'a pas besoin d'une usine de ce type, et l'usine en question a semble-t-il été construite par la Rheinmetall en Afrique du Sud, où elle a maintenant commencé à fonctionner.¹⁶

La Société de recherche spatiale (Space Research Corporation) appartenant à des intérêts canadiens, américains et néerlandais, a son propre port douanier à l'intérieur des terrains de la société, qui est à cheval sur la frontière entre les Etats-Unis et le Canada. Grâce à ce port, des obus fabriqués aux Etats-Unis peuvent être expédiés au Canada puis exportés en Afrique du Sud.¹⁷ La Société de recherche spatiale et la Rheinmetall AG figurent toutes les deux sur la liste établie par le Rapporteur spécial. La gravité effective de leur comportement ne ressort clairement que si l'ampleur de ces activités est connue.

COMMENT OBTENIR DES REPONSES AU RAPPORT

Il est évident d'après le nombre limité de réponses reproduites dans le rapport mis à jour que les banques et les sociétés ne vont pas coopérer activement avec le Rapporteur spécial. La plupart des observations reçues émanaient de gouvernements accusant d'autres gouvernements. Peut-être pourrait-on trouver d'autres méthodes qui permettraient d'obtenir de meilleurs résultats.

Les rapports antérieurs ont été envoyés aux gouvernements pour observation. On pourrait les envoyer aussi aux différentes banques et sociétés, qui ne pourraient plus dire pour leur défense qu'elles n'en ont pas eu connaissance. Il serait certes naïf de s'attendre de manière générale à un pourcentage élevé de réponses au rapport, mais il est un groupe dont on obtiendra probablement des réactions. Si une banque ou une société, pour une raison quelconque, s'est débarrassée en totalité ou en partie d'intérêts qu'elle avait acquis, il sera à son avantage de le faire savoir. Les données ainsi recueillies pourront être ajoutées au prochain rapport mis à jour et contribueront peut-être à encourager d'autres banques et sociétés à suivre leur exemple. A tout le moins, à la faveur des mises à jour successives du rapport, les sociétés elles-mêmes contribueront à assurer l'exactitude des données publiées.

Un moyen pour obtenir davantage de réponses serait peut-être d'envoyer aux banques et sociétés une série de questions spécifiques plutôt que de leur demander simplement de formuler des observations. Un questionnaire pourrait être expédié, accompagné d'un exemplaire du rapport lui-même, à chaque banque ou société figurant sur la liste du Rapporteur spécial. Cette solution assurerait la réception régulière de renseignements et aucune excuse ne pourrait plus être avancée en cas de non-réponse.

Le questionnaire envisagé ne devrait pas être trop long, mais il devrait l'être suffisamment pour permettre de recueillir les renseignements souhaités. Parmi les questions qui pourraient être posées, citons les suivantes :

1. Quelle est l'importance de vos activités d'investissement en Afrique du Sud ?
 - a. Quels sont les noms de vos filiales participant à des activités en Afrique du Sud ?
 - b. Quels types d'investissements avez-vous effectués dans des sociétés sud-africaines ?
2. En matière de relations du travail, quelle politique appliquez-vous à l'égard de vos travailleurs sud-africains ?
 - a. Reconnaissez-vous un syndicat noir ?
 - b. Négocieriez-vous avec un syndicat noir ?
 - c. Avez-vous négocié avec un syndicat noir ? Lequel ?
3. Avez-vous pris des initiatives de nature à contribuer à mettre fin au système de l'apartheid ?
 - a. Combien de travailleurs noirs employez-vous ?
 - b. En employez-vous dans des postes de travailleurs non manuels ?
 - c. Combien de travailleurs blancs employez-vous ?
 - d. Quelles positions occupent-ils ?
 - e. Les travailleurs noirs reçoivent-ils le même salaire que les Blancs pour un travail donné ?

4. Avez-vous pris des dispositions ou envisagez-vous d'en prendre pour abandonner des intérêts que vous détiendriez en Afrique du Sud ?

5. Quelles mesures estimez-vous nécessaires pour mettre fin à l'apartheid ?

a. Appliquez-vous certaines de ces mesures ?

Il y a certainement d'autres questions qui pourraient, ou qui devraient être ajoutées à cette liste; il y en a peut-être qu'il conviendrait de supprimer ou de modifier. Le Rapporteur spécial devrait utiliser sa connaissance de la question pour mettre au point un questionnaire permettant la collecte efficace de renseignements.

AUTRES MESURES DESTINEES A METTRE FIN AUX INVESTISSEMENTS APPUYANT LE REGIME D'APARTHEID

Le Rapporteur spécial a fait état de la contribution apportée à cet égard par des groupes anti-apartheid tels que Interfaith Center on Corporate Responsibility (ICCR). Cet organisme a utilisé, pour mettre les responsables de sociétés au pied du mur, une tactique particulière qui devrait être portée à la connaissance du plus grand nombre de personnes possibles. En tant qu'actionnaire de différentes sociétés, les membres des différentes Eglises appartenant à l'ICCR présentent, lors des réunions d'actionnaires des résolutions demandant que la société considérée abandonne ses intérêts en Afrique du Sud ou donne le détail de ses investissements dans ce pays. Jusqu'ici, l'appui recueilli par ces résolutions a suffi seulement à les faire inscrire à l'ordre du jour pour l'année suivante, ce qui n'est pas surprenant, étant donné que la direction possède souvent une grosse part des actions de la société et qu'elle reçoit habituellement l'appui des actionnaires votant par procuration. Il est important d'obtenir l'inscription de ces résolutions à l'ordre du jour du fait que l'attention de tous les actionnaires et de tous les membres de la direction est ainsi appelée sur le fait que la société en question appuie activement l'apartheid.

Les Eglises disposent normalement, pour investissements, de ressources plus considérables que les particuliers. Pour cette raison, il y a de plus fortes chances pour qu'une Eglise réussisse à réunir le pourcentage de voix nécessaire pour obtenir que la résolution proposée soit inscrite à l'ordre du jour pour une autre année. Le fait de publier la liste des banques et sociétés dans lesquelles les membres de l'ICCR sont intervenus de la sorte, de mentionner leurs noms et d'indiquer le résultat de leurs démarches prouverait l'efficacité de cette méthode et encouragerait peut-être d'autres organismes à entreprendre une action analogue. Par exemple, en 1977, la société General Motors a réagi aux démarches des Eglises actionnaires en acceptant de publier une déclaration dans laquelle on lisait notamment ce qui suit :

"..., la Société n'a pas besoin pour le moment de développer sa capacité de production en Afrique du Sud et n'a aucune intention de le faire. Rien ne contribuerait davantage à créer un climat plus favorable aux investissements en Afrique du Sud que l'adoption par ce pays d'une solution positive aux problèmes sociaux urgents qui ont leur origine dans le système de l'apartheid".¹⁸

A l'heure actuelle (1982), les membres des Maryknoll Fathers and Brothers essaient d'empêcher que ne soit vendu au Conseil de la recherche scientifique et industrielle d'Afrique du Sud l'un des ordinateurs les plus puissants de Control Data, qui serait utilisé par les universités sud-africaines. Les responsables de Maryknoll

avaient acheté des actions de la société Control Data à condition que cette société ne vende pas d'ordinateurs à l'Afrique du Sud. Les responsables de Control Data affirment que les efforts qu'ils font dans le domaine de l'éducation des Noirs en Afrique du Sud justifient leurs investissements dans ce pays

CONCLUSION

Le Rapporteur spécial a réussi à mettre au point un document d'une valeur indubitable pour combattre les pratiques répressives auxquelles recourt le Gouvernement sud-africain dans le cadre de sa politique d'apartheid. En complétant les informations que l'on a déjà concernant les différentes banques et sociétés figurant sur la liste publiée, en assurant une plus large diffusion de ces renseignements et en trouvant des moyens d'obtenir davantage de réponses de ces banques et sociétés, la liste en question pourra devenir une arme efficace contre les banques et sociétés qui décident d'appuyer le régime d'apartheid.

L'établissement d'une liste n'est pas la seule méthode à laquelle il soit possible de recourir. Le Rapporteur spécial a examiné dans son rapport d'autres solutions telles que l'application de mesures de blocus et d'embargo. Nous demandons instamment que l'on continue d'étudier les possibilités de recours à des actions de ce type.

NOTES

1. "Assistance politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes colonialistes et racistes d'Afrique australe". Rapport mis à jour établi par M. Ahmed Khalifa, Rapporteur spécial, en application de la décision 1981/141 du Conseil économique et social. Commission des droits de l'homme, Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités : Trente-quatrième session, point 5 de l'ordre du jour provisoire (E/CN.4/Sub.2/469) 31 juillet 1981, p. 4, paragraphe 10.

2. Ibid., paragraphe 11.

3. Investment in Apartheid. Confédération internationale des syndicats libres, septembre 1981.

4. Ibid.

5. E/CN.4/Sub.2/469, p. 6, par. 18.

6. Ann Seidman et Neva Makgetla, "Participation des sociétés transnationales à l'accroissement de l'arsenal militaire de l'Afrique du Sud", Centre des Nations Unies contre l'apartheid, Notes et documents, No 35/78, octobre 1978, page 12.

7. Documents officiels de l'Assemblée nationale : Trente-sixième session, Volume I, Supplément No 22 (A/36/22/Rev.1), paragraphe 16.

8. Seidman et Makgetla, p. 12.

9. Ibid., p. 12.

10. Ibid., p. 12.

11. The Minneapolis Star, 2 mars 1982, 1C, col. 1.
12. Wolff Geisler, "Halte à la collaboration nucléaire avec le régime d'apartheid d'Afrique du Sud", Centre des Nations Unies contre l'apartheid : Notes et Documents, No 28/78 août 1978, p. 2; Seidman et Makgetla, p. 12.
13. "The Dusseldorf Connection", Africa No 111 (novembre 1980), page 39.
14. Rogers, "The Nuclear Threat from South Africa", Africa, No 113 (juin 1981), page 45.
15. Cervenka, "Conspiracy of Silence", Africa, No 125 (janvier 1982), page 16.
16. "The Dusseldorf Connection", page 39.
17. "Ibid.; Rogers", page 46.
18. "GM Ties Future Expansion in South Africa to 'Just' Resolution of Social Problems", Conseil national des églises, News and Information Service, 25 mars 1977.
19. The Minneapolis Star, 2 mars 1982, page 1C, col. 1.

PRESENTATION SUGGEREE POUR LE RAPPORT SUR LES "CONSEQUENCES NEFASTES,
POUR LA JOUISSANCE DES DROITS DE L'HOMME, DE L'ASSISTANCE POLITIQUE,
MILITAIRE, ECONOMIQUE ET AUTRE ACCORDEE AUX REGIMES COLONIALISTES
ET RACISTES D'AFRIQUE AUSTRALE"

La liste suivante a pour objet de fournir quelques exemples d'une présentation possible de renseignements supplémentaires dans le rapport de M. Khalifa. Les exemples donnés ont trait à l'assistance militaire, qui est la forme la plus dangereuse d'aide au régime d'apartheid.

Certains renseignements, concernant par exemple les constructeurs d'automobiles, ont à première vue peu de rapports avec l'aide militaire. Cependant, il serait impossible de maintenir un système militaire efficace sans automobiles, ni électronique, ni pétrole, etc. Pour cette raison, il importe de mettre les rapports en évidence chaque fois que cela est possible.

On espère que les renseignements de cette liste aideront M. Khalifa à concevoir des moyens d'élargir la portée de son rapport et, partant, son efficacité.

PAYS	BANQUE OU FIRME	OBSERVATIONS	SOURCE	PAGE OU PARAGRAPHES
BELGIQUE	ACEC	Une usine d'enrichissement de l'uranium avec des unités de séparation d'une capacité probable de 2 400 tonnes est en construction au Transvaal oriental. Cette usine est décrite officiellement comme une usine de liquéfaction du charbon. ACEC est un des constructeurs.	2	2
	Groupe Empain-Schneider	Voir ACEC (Belgique).	2	2
	Hamon-Sobelco	Voir ACEC (Belgique). Un des constructeurs d'une centrale nucléaire pilote à Valindaba.	2	2
	Falconbridge	Firme contrôlée par la U.S. Superior Oil Company, qui prospecte le pétrole en Afrique australe.	4	12
FRANCE	Alstom	Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique).	2	2
	Compagnie française des pétroles	Société où le Gouvernement français a une participation prépondérante. Auparavant, elle contrôlait entièrement Total (société pétrolière nationale française) Afrique du Sud, mais a, depuis, vendu une partie de ses actions à un groupe sud-africain.	4	13
	Constructions métalliques de Provence	Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique).	2	2
	CPF	Filiale de Total, société pétrolière nationale française. CPF contrôle 10 % du marché sud-africain de la production pétrolière.	4	12
	Dassault	A autorisé l'Afrique du Sud à fabriquer sous licence ses chasseurs à réaction Mirage.	4	6

PAYS	BANQUE OU FIRME	OBSERVATIONS	SOURCE	PAGE OU PARAGRAPHÉ
FRANCE	Framatome	Association entre le groupe français Creusot-Loire (55 %) et Westinghouse des Etats-Unis d'Amérique (45 %); a obtenu un contrat de livraison de deux centrales nucléaires pour lequel trois consortiums différents étaient en concurrence.	4	11
	Banque française	Les filiales de cette banque figurent parmi les vingt plus grandes banques sud-africaines, bien que leurs avoirs en Afrique du Sud ne soient pas très importants.	4	15
	Creusot-Loire	Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique). Fait partie du consortium Framatome.	2	2
	Heurty-Petrochem	Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique).	2	11
	Hispano-Suiza	Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique).	2	2
	Jeumont Schneider	Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique).	2	2
	L'Air liquide	Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique).	2	2
	ITE	Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique).	2	2

PAYS	BANQUE OU FIRME	OBSERVATIONS	SOURCE	PAGE OU PARAGRAPHE
FRANCE	Reims Aviation	Cessna détenait précédemment 49 % du capital de Reims Aviation et produisait des avions Cessna pour l'Europe, l'Asie et l'Afrique. Les Etats-Unis ont autorisé Cessna à vendre six avions à l'Afrique du Sud, prétendument pour le traitement des récoltes par pulvérisation. Le journal militaire sud-africain "Paratus" a signalé que ces avions sont utilisés pour garder la frontière contre les combattants des mouvements de libération. C'est là un exemple de la manière dont les sociétés transnationales utilisent directement leurs relations commerciales pour aider à édifier la capacité militaire sud-africaine.	4	2
	Spie Batignolles	Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique).	2	2
	Total	Société pétrolière nationale française ayant des intérêts dans plusieurs projets pétroliers sud-africains.	4	13
		Un consortium Total-British Petroleum-Shell effectuée des forages au large des côtes sud-africaines.	4	12
ALLEMAGNE (REPUBLIQUE FEDERALE D')	AEG Telefunken	Un des principaux fabricants sud-africains de matériel et d'appareils électriques. Avec Siemens, participe considérablement à la fourniture d'éléments pour le projet Advokaat, système perfectionné de communications navales destiné à renforcer le dispositif militaire sur la route du Cap.	4	9
	BMW	Société qui utilise l'Afrique du Sud comme base d'exportations vers l'ensemble de l'hémisphère sud.	4	8
	Commerzbank	Effectue de grandes transactions en Afrique du Sud.	4	17
	Daimler Benz	A fourni des véhicules militaires au Gouvernement sud-africain. Détient également des intérêts dans les ateliers de montage et de distribution de véhicules en Afrique du Sud. Des camions "UNIMOG" de Daimler-Benz sont utilisés comme véhicules blindés par l'armée sud-africaine.	4	8

PAYS	BANQUE OU FIRME	OBSERVATIONS	SOURCE	PAGE OU PARAGRAPHE
ALLEMAGNE (REPUBLIQUE FEDERALE D')	Deutsche Babcock	Un des constructeurs de l'usine sud-africaine de gazéification du charbon, qui serait selon certains une usine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique).	4	11
	Deutsche Bank	Effectue de grosses transactions en Afrique du Sud.	4	17
	Diehl	A mis au point un système de double mise à feu pour les ogives nucléaires, qui aurait été vendu au Gouvernement sud-africain.	5	39
	Dresdner Bank	Maintient une représentation à Johannesburg.	4	17
	GEM	Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique).	2	2
		Un des constructeurs d'une centrale nucléaire pilote à Valindaba.	2	2
	Gfk	En collaboration avec STEAG, a transmis au Gouvernement sud-africain la technologie de l'enrichissement de l'uranium par détente en tuyère.	2	2
	Leybold-Heraeus	Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique).	2	2
	Linde	Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique).	2	2

PAYS	BANQUE OU FIRME	OBSERVATIONS	SOURCE	PAGE OU PARAGRAPHE
ALLEMAGNE (REPUBLIQUE FEDERALE D')	Lurssen-Werft	A autorisé une firme israélienne à construire sous licence des corvettes; Israël a consenti à vendre à l'Afrique du Sud six de ces corvettes équipées de missiles sol-sol, au prix de 500 millions de dollars. Lurssen-Werft a prétendu que sa licence interdisait une telle exportation. Cette transaction illustre les relations entre les sociétés multinationales et des pays qui, comme Israël, ont transféré du matériel militaire à l'Afrique du Sud.	4	6
	MNN-GHH	Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique).	2	2
	Messerschmidt- Bolkow-Blohm	Un des constructeurs d'une centrale nucléaire pilote à Valindaba. Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique).	2	2
	Metallgesellschaft	Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique).	2	2
	Motoren-und-Turbinen Union (MTU)	Construit des moteurs de corvettes, dont certains sont vendus à l'Afrique du Sud par une firme israélienne qui construit ces bâtiments sous licence. Voir Lurssen-Werft.	4	6
	Otto Junker	A fourni des éléments pour un système de remplissage de munitions construit par Rheinmetall et actuellement utilisé en Afrique du Sud.	5	39

PAYS	BANQUE OU FIRME	OBSERVATIONS	SOURCE	PAGE OU PARAGRAPHIE
ALLEMAGNE (REPUBLIQUE FEDERALE D')	Rheinmetall AG	Le mouvement anti-apartheid de la République fédérale d'Allemagne accuse cette société d'avoir vendu une usine de remplissage de munitions, construite par elle, au Paraguay, qui l'a revendue à l'Afrique du Sud. Le mouvement anti-apartheid prétend que la transaction avec le Paraguay a été effectuée en pleine connaissance de la destination finale de ce système et que, grâce à l'aide de Rheinmetall et d'autres firmes, le Gouvernement sud-africain a une capacité de production de munitions utilisables dans ce système qui lui assure l'autosuffisance.	5	39
	STEAG	En collaboration avec GfK, STEAG a mis à la disposition du Gouvernement sud-africain la technologie du procédé d'enrichissement de l'uranium par détente en tuyère. Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique). STEAG est directement lié au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. L'accord initial entre cette firme et une société sud-africaine en ce qui concerne l'enrichissement de l'uranium, conclu en 1973, a été amendé pour permettre une étude de faisabilité en 1974 seulement.	2	2
			2	2
	Steigerwald	Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique).	4	10
	Sddeutsche Baubeschlage	A fourni des éléments pour un système de remplissage de munitions construit par Rheinmetall et actuellement utilisé en Afrique du Sud.	2	2
			5	39

PAYS	BANQUE OU FIRME	OBSERVATIONS	SOURCE	PAGE OU PARAGRAPHES
ALLEMAGNE (REPUBLIQUE FEDERALE D')	Urangesellschaft GmbH	En 1970, cette société a investi dans l'extraction de l'uranium en Namibie.	4	10
	WASAG Chemie	A fourni des connaissances chimiques pour un système d'artillerie construit par SRC (Etats-Unis)	5	39
	Siemens	Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique).	2	2
		Capital détenu dans une proportion de 52 % par la société allemande et de 48 % par des sociétés sud-africaines. Emploie 7 000 personnes, dont 54 % de Noirs, dans sept usines sud-africaines, pour produire des équipements électriques, des systèmes de données, des systèmes téléphoniques et du matériel électrique et médical.	4	9
GRANDE- BRETAGNE	Barclays Bank	Avec la Standard Bank, Barclays et ses filiales contrôlent 57,8 % de l'ensemble des avoirs des 20 établissements bancaires les plus importants d'Afrique du Sud.	4	14
	British Petroleum	A effectué des forages pétroliers en mer. Participe à un consortium avec Total (France) et Shell à des fins de prospection pétrolière.	4	12
		Contrôle 18 à 22 % du marché de la production pétrolière en Afrique du Sud.	4	12
		A construit des raffineries en Afrique du Sud.	4	13
	Dorman Long	A construit un bâtiment de 220 tonnes pour le relevage des torpilles en Afrique du Sud. Associé à la Steel Corporation, contrôlée par le Gouvernement britannique.	4	1

PAYS	BANQUE OU FIRME	OBSERVATIONS	SOURCE	PAGE OU PARAGRAPHES
GRANDE-BRETAGNE	Gayzer, Irvine and Company	A participé à une opération en association avec une société sud-africaine pour construire une base pétrolière entièrement équipée à Mossel Bay.	4	12
	Hilsam	Avec ses filiales, Hilsam est une des 20 banques les plus importantes exerçant leurs activités en Afrique du Sud.	4	15
	Imperial Chemicals	A fourni une assistance à l'African Explosives and Chemical Industries of South Africa (AECI) dont elle contrôle 42,5 % du capital.	4	1
	Kleinwort Benson Lonsdale	A aidé le Gouvernement sud-africain à établir sa propre banque d'affaires, dont cette banque britannique détient une partie du capital.	4	17
	Pio Tinto Zinc	A investi dans l'extraction d'uranium en Namibie en 1970.	4	10
	Rolls Royce	A fabriqué des moteurs pour les avions Cessna vendus à l'Afrique du Sud, prétendument pour le traitement des cultures par pulvérisation. Ces avions sont utilisés, selon le journal militaire sud-africain "Paratus", pour garder la frontière contre les combattants des mouvements de libération.	4	2
	Shell	Contrôle 25 % du marché sud-africain du pétrole. Fait partie d'un consortium avec Total (France) et British Petroleum pour la prospection pétrolière.	4	12
		A construit en Afrique du Sud une raffinerie, une usine de fabrication de lubrifiants et un terminal pour pétroliers.	4	12
		Extraction du charbon en Afrique du Sud.	4	13

PAYS	BANQUE OU FIRME	OBSERVATIONS	SOURCE	PAGE OU PARAGRAPHE
GRANDE- BRETAGNE	Standard Bank	Avec la banque Barclays et ses filiales, la Standard Bank contrôle 57,8 % de l'ensemble des avoirs des 20 établissements bancaires les plus importants d'Afrique du Sud.	4	14
		En 1975, 20 % des profits mondiaux de la Standard Bank provenaient d'Afrique du Sud.	4	15
SUISSE	Trafalgar House	Cette société possède Cementation Engineering (SA) qui, pour le compte d'Armcor, équipe l'armée sud-africaine avec le nouveau système d'artillerie de SRC (Etats-Unis) et la forme à son utilisation. Armcor est une société para-étatique sud-africaine de production d'armements.	6	45
	BBC Baden	Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique).	2	2
	Escher-Wyss/Sulzer	Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique).	2	2
	Société de banques suisses	Cette banque joue un rôle dans le financement de l'économie sud-africaine par le biais du Pool de l'or de Zurich.	4	17
	Crédit Suisse	Cette banque joue un rôle dans le financement de l'économie sud-africaine par le biais du Pool de l'or de Zurich.	4	17
		Le Crédit suisse est le plus grand actionnaire de White Weld (Etats-Unis)	4	17
	Union de banques suisses	Cette banque joue un rôle dans le financement de l'économie sud-africaine par le biais du Pool de l'or de Zurich.		

PAYS	BANQUE OU FIRME	OBSERVATIONS	SOURCE	PAGE OU PARAGRAPHE
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	Amoco	Prospection pétrolière en Afrique du Sud.	4	12
	Bank of America	Coopération financière avec le Gouvernement sud-africain grâce à des liens avec British Kleinwort Benson Londsdales.	4	17
	Caltex (Standard Oil of California et Texaco)	Contrôle 18-22 % du marché sud-africain de la production pétrolière.	4	12
		Exploite une raffinerie de pétrole en Afrique du Sud.	4	13
		Possède 26,5 % de l'usine de fabrication de lubrifiants de Mobil en Afrique du Sud.	4	13
	Cessna	A autorisé Reims Aviation (France) à construire des avions sous licence. En 1977, six de ces avions ont été vendus à l'Afrique du Sud, prétendument pour le traitement des cultures par pulvérisation, mais ils ont été régulièrement utilisés ailleurs à des fins militaires. Le journal militaire sud-africain "Paratus" a signalé que ces avions servent à garder la frontière contre les combattants des mouvements de libération.	4	12
		"Paratus" indique que ces avions surveillent constamment la frontière, longue de 1 000 miles.	7	4
	Chase Manhattan Bank	Effectue de grosses transactions en Afrique du Sud.	4	17
	Chevron-Regent	Prospection pétrolière en Afrique du Sud.	4	12
	Citibank	Avec ses filiales, Citibank est une des 20 banques les plus importantes d'Afrique du Sud, bien que ses avoirs soient restreints.	4	15
	Esso Exploration	Prospection pétrolière en Afrique du Sud; contrôle 2 à 4 % du marché des produits pétroliers.	4	12
	Federal Products	Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique).	2	2

PAYS	BANQUE OU FIRME	OBSERVATIONS	SOURCE	PAGE OU PARAGRAPHE
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	Fluor	Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique). Fluor est la principale firme de construction chargée du projet d'enrichissement de l'uranium.	2	2
		Fluor et Genrec, société basée en Afrique du Sud, créent une société mixte dans ce pays pour l'ingénierie des usines de traitement industriel.	4	11
	Foxboro	Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique). En 1973, Foxboro a vendu à Pelindaba (centrale nucléaire sud-africaine) deux gros ordinateurs, indispensables au fonctionnement de l'installation, qui n'auraient probablement pas pu être obtenus ailleurs.	2	2
	General Motors	Exploite une usine de montage et de fabrication près de Port Elizabeth. General Motors a réagi à des pressions exercées par ses actionnaires en 1977 en publiant une déclaration où elle a affirmé qu'elle n'élargirait pas ses activités en Afrique du Sud tant que l'instabilité sociale inhérente au système d'apartheid n'aurait pas pris fin.	4	10
	Globe Aero Ltd.	Cette société de Floride achète de petits avions à des constructeurs des Etats-Unis et les modifie pour répondre aux spécifications des acheteurs. En 1981, pendant une période de trois mois, 21 des 58 avions expédiés hors du pays ont été livrés à l'Afrique du Sud. Ces avions seraient adaptables à des utilisations militaires.	4	7
	Gulf Oil	Prospection pétrolière en Afrique du Sud.	3	10
	Honeywell	A fourni une grande partie de l'équipement électrique de l'usine de gazéification du charbon qui serait effectivement une usine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique).	4	12
			4	11

PAYS	BANQUE OU FIRME	OBSERVATIONS	SOURCE	PAGE OU PARAGRAPH
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	ITT	Investissements considérables en Afrique du Sud, où la société a de nombreuses filiales. Parmi ces filiales, Standard Telephone and Cables (STC) est un des plus grands fabricants d'électronique d'Afrique du Sud. STC a fourni du matériel de communications pour la police et la base navale de Simonstown, et recruté des ingénieurs pour faire fonctionner l'équipement de cette base. 70 % de ses ventes ont été faites au Gouvernement sud-africain.	4	8
	Lockheed	A vendu des avions à l'Afrique du Sud par l'intermédiaire d'une filiale implantée en Italie dont elle possède une partie du capital.	4	2
	Mobil Oil	Prospection pétrolière en Afrique du Sud. Contrôle 18-22 % du marché des produits pétroliers sud-africains. A constitué en société distincte ses activités en Namibie en 1976. La valeur comptable des avoirs de la nouvelle société atteint 6 millions de dollars.	4	12
	Olin Corporation	Accusée en 1978 d'avoir vendu à l'Afrique du Sud 3 200 armes à feu produites par sa division "Winchester", en les acheminant par des lieux de transit situés au Mozambique, en Autriche, en Grèce et aux Canaries. Olin a inspiré des soupçons du Gouvernement des Etats-Unis en expédiant trop d'armes à feu par les Canaries, où le besoin de telles armes est limité. L'aisance avec laquelle Olin a forcé l'embargo suggère une application relâchée de la part des Etats-Unis.	7	9
	Placid Oil	Prospection pétrolière en Afrique du Sud.	7	11
			4	12

PAYS	BANQUE OU FIRME	OBSERVATIONS	SOURCE	PAGE OU PARAGRAPHES
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	Raytheon	A conclu un contrat de sous-traitance d'au moins 350 millions de dollars pour diriger la construction d'une usine de gazéification du charbon qui serait en fait une usine d'enrichissement de l'uranium. Voir AEC (Belgique).	4	11
	Space Research Corporation	Cette société a son propre poste de douane dans une concession lui appartenant qui chevauche la frontière entre les Etats-Unis d'Amérique et le Canada. Cet aménagement serait utilisé pour exporter au Canada des obus létaux fabriqués dans une usine de munitions de l'armée des Etats-Unis d'Amérique, qui sont ensuite expédiés en Afrique du Sud. 60 000 obus à longue portée auraient ainsi été livrés au Gouvernement sud-africain.	6	45
		La SRC a édifié le système d'artillerie utilisé par l'armée sud-africaine.	5	39
	Sperry Rand	Sperry Rand a une filiale sud-africaine qui vend pour 7,5 millions de rands de matériel aérospatial, de communications et agricole. Une grande partie de ce matériel a des utilisations militaires en plus des utilisations civiles.	4	8
	Standard Oil of California	Se partage Caltex avec Texaco; détient 20 % du capital de AMAX, qui a des intérêts considérables en Afrique du Sud.	4	13
	Superior Oil Company of Houston	Prospection pétrolière en Afrique du Sud.	4	12
	Syracuse Oil	Prospection pétrolière en Afrique du Sud.	4	12
	Teledyne	Autorise Rolls Royce à fabriquer sous licence des moteurs Cessna. Voir Cessna (Etats-Unis d'Amérique).	4	2

PAYS	BANQUE OU FIRME	OBSERVATIONS	SOURCE	PAGE OU PARAGRAPH
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	Texaco	Détient le capital de Caltex avec la Standard Oil of California.	4	13
		Prospection et production de pétrole brut, et importation et vente de produits raffinés.	4	13
	Trane	Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique).	2	2
	Varian	Un des constructeurs de l'usine sud-africaine d'enrichissement de l'uranium. Voir ACEC (Belgique).	2	2
	Westinghouse	Possède 45 % du capital de Framatome, qui a construit deux centrales nucléaires pour l'Afrique du Sud. Westinghouse a fourni la plus grande partie de la technologie nécessaire.	4	11
	White Weld	Cette banque d'affaires a joué un rôle important en garantissant des prêts au Gouvernement sud-africain.	4	17

SOURCES

1. Nations Unies, Commission des sociétés transnationales, "Activités des sociétés transnationales en Afrique australe et leur collaboration avec les régimes racistes minoritaires dans cette région", Doc. ONU E/C.10/66 (1980).
2. Nations Unies, Centre contre l'apartheid : Notes et documents, "Halte à la collaboration nucléaire avec le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud", Doc. ONU 28/78 (1978).
3. "Suspensions Raised on Aircraft Exports", XVII Africa News 2 (1981).
4. Nations Unies, Centre contre l'apartheid : Notes et documents; Seidman and Makgetla, "Participation des sociétés transnationales à l'accroissement de l'arsenal militaire de l'Afrique du Sud", Doc. ONU 35/78 (1978).
5. "The Dusseldorf Connection", Africa No 111, 39 (1980).
6. Rogers, "The Nuclear Threat from South Africa", Africa No 113, 45 (1981).
7. Nations Unies, Centre contre l'apartheid : Notes et documents, "Eviter l'embargo : Comment les Etats-Unis arment l'Afrique du Sud et la Rhodésie", Doc. ONU 34/78 (1978).